



Mot de la présidente



La Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ) constitue un réseau pour exercer notre pouvoir d'influence sur les différents partenaires du monde de l'éducation. Cette capacité de mobilisation nous a bien servis, lors du Forum sur la démocratie et la gouvernance des commissions scolaires tenu en février, afin de faire valoir un point de vue fondamental : celui des parents.

Nous avons d'abord rappelé un fait qui distingue fondamentalement le parent : celui-ci est plus qu'un usager du système scolaire. En effet, le parent est une « partie prenante » à qui on doit rendre des comptes. Car, en tant que premier responsable de son enfant et de son éducation¹, il apporte au système scolaire une contribution majeure à travers ses compétences parentales et citoyennes. À la défense du mieux-être de son enfant, le parent qui s'implique à l'école ou à la commission scolaire s'engage aussi dans la recherche du bien de l'ensemble des élèves et de la communauté. En s'appuyant sur cette prémisse, nous avons proposé quatre types d'améliorations à apporter à notre système éducatif.

La FCPQ et l'avenir des commissions scolaires

Plus de parents au Conseil des commissaires

La FCPQ a proposé que la commission scolaire soit administrée par des parents, en plus grand nombre qu'actuellement, en plus de commissaires élus lors d'élections au suffrage universel.

Une meilleure reddition de comptes

Il importe aussi d'améliorer la reddition de comptes, tant au niveau de la commission scolaire qu'à celui des établissements. Dans le contexte actuel, l'effort de communication est inégal et le langage reste hermétique. Par conséquent, la transparence n'est pas assurée et la confiance des parents dans le système scolaire diminue. Par exemple, les parents ont de la difficulté à faire le lien entre un financement annoncé par la ministre et l'effort réellement consenti par la commission scolaire sur cette priorité gouvernementale (par exemple, de nouvelles sommes pour les services aux élèves HDAA).

Des mécanismes de traitement des plaintes plus efficaces

Nous avons demandé que le réseau scolaire se dote de mécanismes plus rigoureux et efficaces de traitement des plaintes, notamment par la mise en place, dans chaque commission scolaire, d'un bureau de traitement des plaintes obéissant à de hauts standards de qualité et la création d'un poste de Protecteur de l'élève.

Un soutien accru à la participation des parents impliqués

Enfin, nous avons proposé une nouvelle promotion de la démocratie participative et de la richesse de la contribution des parents à celle-ci. S'ils se sentent reconnus dans leur engagement, les milliers de parents impliqués valoriseront davantage la participation aux élections scolaires, objectif recherché par la ministre lorsqu'elle a initié ce chantier de réflexion.

Lise Ouellet, présidente

A word from the President

The QFPC and the future of school boards

The Québec Federation of Parents' Committees (QFPC) is a network through which we can exercise influence over the various partners in the education community at large. This ability to bring people together served us in good stead at the forum on school board democracy and governance held in February, where we presented a viewpoint of fundamental importance—that of parents.

Our first point was a reminder of the defining feature of parents in the context of school democracy—that they are more than mere service users, and that, in fact, they are full-fledged partners to whom the system is accountable. As the primary

parties responsible for their children and the education thereof,¹ they are major contributors to the cause of education in their joint capacity as parents and citizens. In defending the welfare of their children at the school or school board level, parents also commit to the good of all students and the community. Based on this premise, we proposed four kinds of improvements to our education system.

More parents on the Council of Commissioners
The QFPC proposed that there be more parent-administrators than there are now, in addition to elected commissioners.

Better accountability

Accountability at the school and school board level must be improved. As it now stands, communication efforts are unequal and business continues to be conducted in language that is largely inaccessible. Consequently, transparency suffers and parents' confidence in the school system is eroded. For example, parents are hard pressed to see how the new funding for special needs students

announced by the Minister and deemed a government priority is being used by school boards.

More effective complaint-processing mechanisms

We have asked the school system to institute more rigorous and effective mechanisms for the processing of complaints, notably by establishing in every school board a complaints processing office that meets high quality standards and by creating the position of Student Protector.

Greater support for parent participation

Lastly, we proposed that a new campaign to promote participatory democracy and parents' valuable contribution to it be undertaken. If the thousands of parents involved in the school system feel that their dedication is being recognized, they will more actively encourage participation in school elections, which is the goal that the Minister had in mind when she initiated the forum.

Lise Ouellet, president